

ALGER

Alger républicain

Extract of Alger républicain

<http://www.alger-republicain.com/COMMEMORATION-DU-17-OCTOBRE-1961-2858.html>

COMMEMORATION DU 17 OCTOBRE 1961

- Lutte de Libération Nationale -

Publication date: mardi 17 octobre 2017

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

Communiqué de France El Djazaïr

COMMEMORATION DU 17 OCTOBRE 1961

NÎMES : Mardi 17 octobre 2017 18h30 devant le Palais de Justice (Boulevard de la Libération)

ALES : Mardi 17 octobre 2017 17h00 Fort Vauban (Entrée)

Guerre de libération nationale : 17 octobre 1961 à Paris

Le 17 octobre 1961, des dizaines de milliers d'Algériens manifestaient pacifiquement à Paris contre le couvre-feu qui leur a été imposé par Maurice Papon, préfet de police et le gouvernement de l'époque. Ils défendaient leur droit à L'égalité, leur droit à l'indépendance et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Ce jour là et les jours qui ont suivi des milliers de ces manifestants furent arrêtés, emprisonnés et torturés. Des centaines ont perdu la vie, victimes d'une violence et d'une brutalité extrême des forces de police. La vérité sur ces crimes est partiellement en marche 56 ans après. La France n'a toujours pas reconnu sa responsabilité dans les guerres coloniales qu'elle a menées, en particulier la guerre d'Algérie, non plus dans le cortège des drames et horreurs qu'elles ont entraînés, comme ce crime d'Etat du 17 octobre 1961.

Le 17 octobre 2012 le Président de la République a certes fait un premier pas important, en déclarant : « *Le 17 Octobre 1961, des Algériens qui manifestaient pour le droit à l'indépendance ont été tués lors d'une sanglante répression . La République reconnaît avec lucidité ces faits. Cinquante et un ans après cette tragédie, je rends hommage à la mémoire des victimes* ».

Mais le terme de crime n'est pas repris et la responsabilité sous entendue, n'est clairement pas définie. Aujourd'hui, certains encore osent et continuent de parler « *des bienfaits de la colonisation* », à célébrer le putsch des Généraux à Alger et à honorer les criminels de l'OAS. Nous demandons aux autorités de la République une parole claire et nous exigeons vérité et justice.

Le Conseil d'administration de France El Djazaïr